



**CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE**

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

10 millions de dollars pour l'économie sociale dans la politique de gestion des matières résiduelles du gouvernement du Québec

Montréal, le 16 novembre 2009 – Le Chantier de l'économie sociale tient à saluer l'annonce aujourd'hui d'une nouvelle politique de gestion des matières résiduelles par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Mme Line Beauchamp qui tient compte des recommandations unanimes des partis politiques québécois contenues dans le rapport de la Commission des transports et de l'environnement sur la gestion des matières résiduelles au Québec.

En plus de nombreuses mesures pour rendre notre gestion des matières résiduelles plus efficace, plus verte et générer des emplois durables, la Ministre annonce aussi un investissement important de 10 millions pour les entreprises d'économie sociale de ce secteur.

« Pour nous, les entreprises d'économie sociale sont les partenaires désignés de toutes politiques de gestion des matières résiduelles puisqu'elles intègrent l'ensemble des dimensions du développement durable : le respect de l'environnement, une vision globale des besoins économiques des collectivités et un impact social positif. Les 10 millions annoncés permettront la consolidation de la présence de nos entreprises dans ce secteur » a déclaré Nancy Neamtan, Présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale.

Les municipalités du Québec, petites et grandes, choisissent fréquemment des entreprises d'économie sociale à l'intérieur de leur plan de gestion de matières résiduelles pour leur haut rendement social et économique. Elles présentent aussi des avantages non négligeables en matière de transparence. Selon Nancy Neamtan, « En ces temps de questionnement sur nos pratiques entrepreneuriales au Québec, quoi de mieux que des entreprises qui ont l'éthique et la démocratie inscrites dans leur code génétique? La consultation publique qui s'amorce sur la politique et le plan d'action 2010-2015 du gouvernement sera l'occasion d'explorer plus en profondeur la contribution potentielle des entreprises d'économie sociale dans ce secteur névralgique pour notre avenir. »

L'économie sociale québécoise est composée d'environ 7 000 entreprises, coopératives et OSBL, œuvrant dans 20 secteurs économiques (arts et culture, agroalimentaire, commerce de détail, environnement, immobilier collectif, loisir et tourisme, technologies de l'information et des communications, médias, manufacturier, services aux personnes, etc.). Elle emploie plus de 125 000 personnes et génère un chiffre d'affaires de plus de 17 milliards de dollars annuellement, ce qui représente environ 6 % du PIB québécois.

-30 -

Pour information : Jacques Hérivault
(514) 899-9916, poste 236 ou (514) 992-5603
Responsable des communications stratégiques

